

Service Eau Nature et Prévention des risques naturels et routiers
Unité de la prévention des risques naturels et de la résilience du territoire

Arrêté N° 26 - 2026 - 06 - 29 - 000 09

portant approbation de la révision des plans de prévention du risque inondation des bassins versants du Golo et des cours d'eau situés entre l'exutoire de ce fleuve et le sud de Bastia, sur le territoire de la commune de Lento

La préfète de la Haute-Corse

Vu le Code de l'environnement, notamment ses articles L.562-1 à L.562-8-1 et R.562-1 à R.562-11 relatifs aux plans de prévention des risques naturels prévisibles ;

Vu le Code de l'environnement, notamment ses articles L123-1 à L123-18 et R123-1 à R123-46 concernant les enquêtes publiques relatives aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement ;

Vu le Code de l'environnement, notamment ses articles L.122-4 à L.122-11 et R.122-17 à R.122-27 relatifs à l'évaluation de certains plans et documents ayant une incidence notable sur l'environnement ;

Vu la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques naturels et technologiques et à la réparation des dommages ;

Vu la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ;

Vu le décret n°2025-723 du 30 juillet 2025 modifiant le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret n° 2011-765 du 28 juin 2011 relatif à la procédure d'élaboration, de révision et de modification des plans de prévention des risques naturels prévisibles ;

Vu le décret n° 2012-616 du 2 mai 2012 relatif à l'évaluation de certains plans et documents ayant une incidence sur l'environnement ;

Vu le décret n°2019-715 du 5 juillet 2019 relatif aux plans de prévention des risques concernant les aléas débordement de cours d'eau et submersion marine ;

Vu le décret du 27 mai 2026 portant nomination de la préfète de Haute-Corse, Madame Véronique DEPREZ-BOUDIER ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 02/1283 en date du 20 août 2002 portant approbation du plan de prévention du risque d'inondation des bassins versants du Golo, de l'Asco et de la Tartagine sur le territoire de 23 communes ;

Vu l'arrêté n°2B-2022-02-01-0003 du 21 février 2022 portant prescription de la révision des plans de prévention du risque inondation (PPRI) des bassins versants du Golo et des cours d'eau situés entre l'exutoire de ce fleuve et le sud de Bastia, sur le territoire de 27 communes ;

Vu l'arrêté n°2B-2025-03-05-00001 en date du 5 mars 2025 portant prorogation de l'arrêté n°2B-2022-02-01-0003 du 21 février 2022 portant prescription de la révision des plans de prévention du risque inondation (PPRI) des bassins versants du Golo et des cours d'eau situés entre l'exutoire de ce fleuve et le sud de Bastia, sur le territoire de 27 communes ;

Vu la décision de l'autorité administrative de l'État compétente en matière d'environnement d'évaluation environnementale après examen « au cas par cas » en date du 20 novembre 2021 (n° F-084-21-P-0009) imposant la réalisation d'une évaluation environnementale ;

Vu la décision tacite du 23 juin 2024 de l'autorité administrative de l'État compétente en matière d'environnement validant l'évaluation environnementale de la révision du PPRI des bassins versants du Golo et des cours d'eau situés entre l'exutoire de ce fleuve et le sud de Bastia ;

Vu la circulaire du 3 juillet 2007 relative à la consultation des acteurs, la concertation avec la population et l'association des collectivités territoriales dans les plans de préventions des risques naturels prévisibles ;

Vu la circulaire du 28 novembre 2011 relative au décret n° 2011-765 du 28 juin 2011 relatif à la procédure d'élaboration, de révision et de modification des plans de prévention des risques naturels prévisibles ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DDT/SJC/UC n°2B-2026-01-26-00011 en date du 26 janvier 2026 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique portant sur le projet de révision du plan de prévention des risques d'inondation des bassins versants du Golo et des cours d'eau situés entre l'exutoire de ce fleuve et le sud de Bastia, sur le territoire de la commune de Lento ;

Vu l'avis réputé favorable lors de la consultation des Personnes et Organismes Associés (POA) de la commune de Lento, de la Communauté de communes Marana Golo, de la Collectivité de Corse, de la Chambre d'Agriculture de Haute-Corse, du centre national de la propriété forestière – délégation régionale de Corse, du parc naturel régional de Corse et du Service départemental d'Incendie et de Secours de Haute-Corse ;

Vu l'avis favorable du maire de la commune de Lento, lors de la commission d'enquête, au projet de révision du Plan de Prévention des Risques Inondation sur le territoire de sa commune ;

Vu le rapport et les conclusions motivées, en date du 22 avril 2026, de la commission d'enquête chargée de l'enquête publique qui s'est déroulée du 27 février 2026 au 31 mars 2026, favorable à l'approbation ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires de la Haute-Corse:

ARRÊTE

Article 1er :

Le Plan de Prévention du Risque Inondation (PPRI) sur le territoire de la commune de Lento est approuvé tel qu'il est annexé au présent arrêté.

Article 2 :

L'arrêté préfectoral n° 02/1283 en date du 20 août 2002 portant approbation du plan de prévention du risque d'inondation des bassins versants du Golo, de l'Asco et de la Tartagine sur le territoire de la commune de Lento, est abrogé.

Article 3 :

Le plan de prévention des risques inondation comprend :

- une note de présentation ;
- un règlement,
- un zonage réglementaire.

Article 4 :

Le présent arrêté est notifié au maire de Lento et au président de la Communauté de communes Marana Golo.

Article 5 :

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

Il est, en outre, affiché pendant un mois au minimum à la mairie de Lento et au siège de la Communauté de communes Marana Golo. Un certificat d'affichage est établi par le maire de Lento et par le président de la Communauté de communes Marana Golo pour constater l'accomplissement de cette formalité. Ces certificats sont adressés au service instructeur à l'expiration du délai d'affichage.

Il est fait mention du présent arrêté dans un journal diffusé dans le département de la Haute-Corse.

Article 6 :

Le Plan de Prévention des Risques Inondation sur le territoire de la commune de Lento est tenu à la disposition du public, aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux, en mairie de Lento.

Ces documents sont consultables et téléchargeables sur le site Internet des services de l'État en Haute-Corse à l'adresse suivante :

<https://www.haute-corse.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Transition-ecologique-environnement-et-prevention-des-risques/Prevention-des-risques/Risques-naturels/Inondation/Plans-de-prevention-du-risque-Inondation>

Article 7 :

En application de l'article L.562-4 du Code de l'environnement, le Plan de Prévention des Risques Inondation approuvé de Lento vaut servitude d'utilité publique. À ce titre, Monsieur le maire de la commune de Lento devra annexer, dans les trois mois suivant sa mise en demeure par la préfète, le plan de prévention du risque inondation approuvé au document d'urbanisme en vigueur, conformément aux articles L.151-43, L.153-60, L.161-1 et L.163-10 du Code de l'urbanisme.

Article 8 :

Conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du Code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Bastia dans le délai de deux mois à compter de la date de sa publication.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un télérecours citoyens défini dans le décret n°2018-251 du 6 avril 2018 accessible sur le site www.telerecours.fr.

Article 9 :

Le Secrétaire Général de la préfecture de la Haute-Corse, le directeur de cabinet, le directeur départemental des territoires de Haute-Corse, le maire de la commune de Lento, le président de la Communauté de communes Marana Golo sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Bastia, le 29 juin 2016

La Préfète



Véronique DEPREZ-BOUDIER